



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OPÉRATION DE RELOGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE ET RÉORGANISATION DES ESPACES CHAUMONT (52)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

> Marché public de travaux

Indice : 1	Rédigé par : BL	Validation EJZ : 04/06/2024	Validation AA: 05/06/2024	Date : juin 2024
------------	-----------------	-----------------------------	---------------------------	------------------

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE



Sommaire

Sommaire	2
Remarques préliminaires	7
1. Objet du marché – Dispositions générales	7
A. Objet du marché – Emplacement des travaux – Domicile de l'entrepreneur	7
B. Durée d'exécution	8
C. Tranches ferme et optionnelles	8
D. Décomposition en phases	9
E. Maîtrise d'ouvrage -Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre – Titulaire du marché ..	9
I. Pouvoir adjudicateur exerçant la Maîtrise d'ouvrage	9
II. Assistant à Maîtrise d'ouvrage	9
III. Maître d'œuvre	9
IV. Titulaire du marché.....	10
F. Contrôle Technique.....	10
G. Coordination en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé.....	10
H. Ordonnancement, Pilotage et Coordination	11
I. Coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI)	11
J. Sous-traitance	11
K. Ordre de service.....	13
I. Gestion des ordres de services.....	13
II. Période de préparation et conduite de chantier, prolongation de délais (articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux)	14
III. Modifications de la nature ou du coût des prestations	14
IV. Modification des délais d'exécution pour modification de la nature ou du coût des prestations.....	14
V. Fiche de travaux modificatifs	14
L. Pièces constitutives du marché	15
2. Prix : variation et règlement	16
A. Répartition des paiements.....	16
I. Décomposition par phases et/ou tranches	16
II. Répartition par cotraitant (cas d'un groupement d'entreprises titulaire)	16
III. Part du forfait à payer directement à des sous-traitants	16
B. Répartition des dépenses communes de chantier	17
I. Dépenses d'investissement	17
II. Dépenses d'entretien	17
III. Dépenses diverses	18

IV.	Gestion et tri des déchets de chantier	19
V.	Conditions particulières de la gestion et règlement du compte interentreprises	20
VI.	Conditions particulières pour la gestion d'un évènement d'ordre sanitaire	20
C.	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages - Travaux en régie	21
I.	Contenu des prix	21
II.	Caractéristiques des prix pratiqués.....	22
III.	Obligations particulières du titulaire	22
IV.	Travaux en régie	22
V.	Approvisionnements.....	23
D.	Variation dans les prix	23
I.	Révision des prix.....	23
II.	Formule de révision.....	23
III.	Révision provisoire et définitive - Échéancier de révision.....	23
IV.	Impact de la variation des conditions économiques sur les pénalités et primes	24
V.	Application de la taxe à la valeur ajoutée	24
E.	Règlement des comptes du titulaire, des cotraitants et sous-traitants.....	24
I.	Rythme des règlements	24
II.	Contenu et modalités de présentation des demandes de paiement.....	26
III.	Forme et contenu des demandes de paiement.....	27
IV.	Pièces justificatives des règlements demandés	30
A.	Généralités.....	30
B.	Justificatifs des variations de prix.....	30
C.	Justificatifs des paiements directs aux sous-traitants acceptés	30
VI.	Modalités de règlement	32
V.	Retard de paiement – Intérêts moratoires	32
VI.	Suspension du délai de paiement	32
VII.	Règlement à caractère définitif.....	33
VIII.	Décompte général et définitif.....	33
IX.	Diminution du montant des travaux	33
3.	Délais - Pénalités et primes.....	33
	Remarque préliminaire	33
A.	Délai d'exécution du marché	34
I.	Délai d'exécution de la période de préparation du chantier	34
II.	Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux	34
III.	Calendrier détaillé de désignation des sous-traitants.....	35
B.	Prolongation du délai d'exécution	35
I.	Travaux modificatifs, difficultés imprévues, ajournement de travaux.....	35

II.	Intempéries	35
C.	Pénalités pour retard - Primes d'avances	36
I.	Pénalités pour retard	36
II.	Absences ou retards aux réunions	37
III.	Infractions aux prescriptions de chantier	38
IV.	Primes d'avance	39
V.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	39
VI.	Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	39
D.	Constatations et constats contradictoires	40
E.	Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé	41
F.	Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la lutte contre le travail dissimulé	41
G.	Exécution complémentaire	42
4.	Retenue de garantie	42
5.	Matériaux	43
A.	Provenance des matériaux et des produits	43
B.	Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits	43
6.	Implantation des ouvrages	44
A.	Plan général d'implantation des ouvrages	44
B.	Piquetage général	44
C.	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	44
7.	Déroulement du chantier	45
A.	Période de préparation	45
B.	Prestations dues par l'entreprise	45
C.	Panneau de chantier	46
D.	Échantillons - Notice technique – PV d'agrément	46
E.	Accès au chantier	47
8.	Contrôle et réception des travaux	47
A.	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	47
I.	Conformité des matériaux, produits et composants de construction	47
II.	Gestion de la qualité	47
B.	Réception	48
I.	Gestion des réceptions de travaux	48
II.	Obligation de l'entreprise au titre de la garantie de parfait achèvement	49
C.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage	49
D.	Documents fournis après exécution	49
E.	Garanties particulières	50

I.	Garantie particulière pour matériau de type nouveau.....	50
II.	Garantie particulière pour certains lots techniques.....	50
F.	Mesures coercitives – Entrepreneur défaillant	50
G.	Assurances	51
I.	Police de responsabilité décennale et risques annexes.....	51
II.	Police de responsabilité de droit commun	52
III.	Montants de garanties.....	52
IV.	Transmission des attestations d'assurances.....	53
V.	Mesures applicables en cas de défaut de production des attestations d'assurances 53	
VI.	Assurance dommages ouvrage	54
VII.	Assurance du chantier.....	54
VIII.	Assurance du maître d'ouvrage	54
H.	Résiliation.....	54
I.	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	55
II.	Résiliation du marché pour faute du titulaire.....	55
III.	Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire	55
IV.	Résiliation en cas de groupement	55
V.	Résiliation pour ordre de service tardif	55
I.	Obligation du titulaire – Protection de la main d'œuvre.....	55
J.	Registre de chantier tenu par le maître d'œuvre	56
9.	Clauses diverses	56
A.	Protection des données à caractère personnel	56
B.	Clause de rendez-vous	56
C.	Clause de réexamen	57
D.	Différents entre les parties.....	57
E.	Clause d'insertion sociale.....	60
I.	Obligations sociales – éga conditionnalité	60
II.	Clause sociale	61
III.	Périmètre de l'action à réaliser	61
IV.	Publics éligibles	61
V.	Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion	62
VI.	Accompagnement de la mise en œuvre de la clause sociale.....	62
VII.	Le contrôle et l'évaluation de l'insertion.....	63
VIII.	Difficultés d'exécution	63
IX.	Pénalités relatives à la clause d'insertion et de qualification.....	64
F.	Obligation de confidentialité	64

10.	Clauses liées au ministère de la Justice : Promotion de la charte « Relations fournisseurs et achats responsables ».....	64
11.	Dérogation aux documents généraux	65
12.	Annexe n° 1 : Liste des index.....	67
13.	Annexe n° 2 : Liste des pièces complémentaires.....	67

Remarques préliminaires

Il sera fait application, pour l'exécution du présent marché, des dispositions prévues par l'arrêté interministériel du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux, sous réserve des compléments et dérogations énoncées ci-après.

Les sommes indiquées dans le présent CCAP sont entendues hors taxes (HT) sauf stipulations contraires.

1. Objet du marché – Dispositions générales

A. Objet du marché – Emplacement des travaux – Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les **marchés de travaux pour le relogement du Tribunal de commerce (TC) de Chaumont dans les locaux du Palais de justice de Chaumont. Ce déménagement entraîne la réorganisation des espaces des deux bâtiments judiciaires, ainsi que la création d'un Service d'accueil unique du justiciable (SAUJ).**

Adresse des travaux : Rue du Palais

Code postal – Ville : 52 000 CHAUMONT

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun et par lot.

À défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au maître d'ouvrage jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

La visite des lieux étant obligatoire en phase de consultation, l'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux, des conditions de desserte, de livraison, d'intervention en site occupé et donc faire son affaire des conditions d'amenée et de repli des matériaux et matériels.

Le titulaire ne pourra arguer qu'un manque d'information sur le site puisse le dispenser d'exécuter tout ou partie des prestations ou fasse l'objet d'une demande de

Objet du marché – Dispositions générales

supplément.

Les travaux font l'objet d'un marché passé en lots séparés, comme suit :

- > LOT N°1 : DESAMIANTAGE
- > LOT N°2 : DEMOLITION - GROS ŒUVRE
- > LOT N°3 : CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE
- > LOT N°4 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - SERRURERIE
- > LOT N°5 : MENUISERIES INTERIEURES
- > LOT N°6 : PLATRERIE - PLAFONDS - ISOLATION
- > LOT n°7 : ELECTRICITE
- > LOT n°8 : CHAUFFAGE – VENTILATION – CLIMATISATION - PLOMBERIE
- > LOT N°9 : REVETEMENTS DE SOL - FAIENCE
- > LOT N°10 : PEINTURES EXTERIEURES ET INTERIEURES

Les prestations, objet du présent CCAP, relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et le cas échéant, l'additif aux CCTP initiaux tenant compte des modifications issues de la phase des négociations, ainsi que dans les documents techniques y afférents, plans, notices, etc.

Les conditions de desserte du chantier sont précisément encadrées par les pièces du marché et donc constituent une obligation contractuelle à laquelle il ne saurait être dérogé.

Le présent marché prévoit le recours possible à des modifications du contrat (clause de réexamen) dans les conditions prévues aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique. Toute modification sera actée par voie d'avenant (voir ci-dessous).

B. Durée d'exécution

La durée prévisionnelle d'exécution est de vingt-six (26) mois auxquels s'ajoutent les délais de garantie conformément à l'article 44 du CCAG-Travaux.

C. Tranches ferme et optionnelles

Sans objet.

Objet du marché – Dispositions générales

D. Décomposition en phases

Sans objet.

E. Maîtrise d'ouvrage - Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre – Titulaire du marché

I. Pouvoir adjudicateur exerçant la Maîtrise d'ouvrage

Nom de l'organisme : Ministère de la Justice – Département Immobilier – Délégation interrégionale Grand Centre (DIR Grand Centre)

Adresse : 4, rue Léon Mauris

Code postal – Ville : 21000 DIJON

Téléphone : 06 68 32 21 76

Courriel (s) : perrine.donolo@justice.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : [Justice / Portail](http://Justice/Portail)

Profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Point de contact : AEDIFICEM, Assistant à Maîtrise d'Ouvrage

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage désigne son ou ses représentants à tout moment, dès la notification du marché ou en cours de son exécution.

II. Assistant à Maîtrise d'ouvrage

Nom de l'organisme : AEDIFICEM

Adresse : 4 rue Henri Loilier

Code postal – Ville : 51370 CHAMPIGNY

Téléphone : 03 52 62 67 58

Courriel (s) : operations@aedificem.fr

Adresse internet (URL) : <http://www.aedificem.fr/>

Point de contact : benjamin.lagneaux@aedificem.fr

III. Maître d'œuvre

Nom de l'organisme : ATELIER ARCHITECTURE 52

Adresse : 1 Rue Raymond Savignac

Code postal – Ville : 52 000 CHAUMONT

Téléphone : 03.25.35.39.45

Courriel (s) : atelier-architecture52@orange.fr

Objet du marché – Dispositions générales

IV. Titulaire du marché

« Les termes « l'entrepreneur » et « l'opérateur économique » employés dans les pièces constitutives du marché désignent le « titulaire » au sens de l'article 2 du CCAG-Travaux,.

Dès la notification du marché, le représentant légal de l'entreprise titulaire indique la personne physique, habilitée à le représenter auprès du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, du coordonnateur OPC, du coordonnateur SPS, etc., pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Les notifications de décisions ou d'informations se rapportant au marché seront valablement faites à l'adresse figurant dans l'acte d'engagement.

Dès la notification du marché, le titulaire indiquera au maître d'ouvrage l'adresse électronique sur laquelle le représentant du pouvoir adjudicateur pourra lui notifier les décisions et informations visées au présent cahier des clauses administratives particulières, ainsi que tout courriel nécessaire à la bonne exécution du marché.

En cas de modification de l'adresse électronique de référence, il devra en aviser le maître d'ouvrage dans les plus brefs délais.

Lorsque la notification intervient par échanges dématérialisés, la date d'accusé de réception du message électronique est retenue comme date de notification et fait qui sert de point de départ à ce délai, au sens de l'article 2 du CCAG-Travaux.

F. Contrôle Technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L. 111-23 à L. 111-26 du Code de la construction et de l'habitation.

Le titulaire de la mission est la société **SOCOTEC**. Le chargé d'affaires est Mathieu JEHOULET (06.17.57.73.32 – mathieu.jehoulet@socotec.com).

La mission confiée sera de type L + LE + SEI + F + HAND + VIEL + CONSUEL

Remarque :

Les coordonnées du chargé d'affaires sont données à titre informatif. En cas de modification du chargé d'affaires, le titulaire sera informé par voie électronique, sans nécessité de modifier le présent CCAP.

G. Coordination en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les

Objet du marché – Dispositions générales

infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives (voir Code du travail, articles R. 4532-11 et suivants).

L'opération est de classe **2** au sens de la coordination SPS.

Elle est confiée à la société **APAVE**. Le chargé d'affaires est Samir LAMRI (06.50.03.33.74 – samir.lamri@apave.com).

Remarque :

Les coordonnées du chargé d'affaires sont données à titre informatif. En cas de modification du chargé d'affaires, le titulaire sera informé par voie électronique, sans nécessité de modifier le présent CCAP.

H. Ordonnancement, Pilotage et Coordination

La mission est confiée à la société **PREVOT INGÉNIERIE**. Les chargés d'affaires sont Sandy CHARLIER et Jérémie PREVOT– contact@prevot-ingenierie.com

Remarque :

Les coordonnées du chargé d'affaires sont données à titre informatif. En cas de modification du chargé d'affaires, le titulaire sera informé par voie électronique, sans nécessité de modifier le présent CCAP.

I. Coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI)

La mission est interne à la maîtrise d'œuvre.

J. Sous-traitance

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément des conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 50.3 du CCAG-Travaux).

Il est précisé que sont considérées comme des tâches essentielles au sens de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, les prestations suivantes qui devront être effectuées directement par le titulaire du marché :

Objet du marché – Dispositions générales

Lot	Tâches essentielles
Sans objet	Sans objet

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé (DC4) par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance. Si cet entrepreneur est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'acte spécial contient tous les renseignements mentionnés aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique et à l'article 3.6.1 du CCAG-Travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre les pièces mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et le cas échéant L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner, la déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il ne fait pas l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du Code du travail (exclusion temporaire d'un opérateur économique des contrats administratifs, dès lors qu'une infraction pour travail dissimulé, marchandage, prêt de main d'œuvre illicite ou emploi d'étrangers sans titre de travail, non-respect des règles protectrices des travailleurs détachés), ainsi que les certificats de qualifications professionnelles et relative aux qualifications attendues par le maître d'ouvrage (la preuve de la capacité de tous ses sous-traitants peut être apportée par tout moyen).

L'acte spécial indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- > Les renseignements mentionnés à l'article 3.6.1 du CCAG-Travaux ;
- > Le compte à créditer ;
- > Le comptable assignataire des paiements.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

a) de la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique ou, à défaut si cet exemplaire ou ce certificat a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances, de la justification apportée par le titulaire du marché soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible ;

b) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.S.P.S.) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant ;

Objet du marché – Dispositions générales

c) que ledit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le Coordonnateur Sécurité dans les délais requis, à défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire demeure responsable en termes de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du P.P.S.S.P.S. ;

d) le cas échéant, que les prestations sous-traitées ne contreviennent pas aux tâches essentielles effectuées directement par le titulaire ;

e) que dans le cas où le montant des prestations sous-traitées semble anormalement bas, et après vérifications des justifications fournies, il est établi que le montant des prestations sous-traitées n'est pas anormalement bas (voir les articles L. 2193-8, L. 2193-9 et R. 2193-9 du Code de la commande publique).

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 3 E du présent CCAP (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial qui revient au sous-traitant. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le maître d'ouvrage selon les modalités prévues par l'acte spécial de sous-traitance et par les stipulations de l'article 2 E du présent CCAP.

K. Ordre de service

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.8 et au 18.2 du CCAG-Travaux, les points suivants sont précisés :

I. Gestion des ordres de services

L'ordre de service, moyen normal de communication avec l'entreprise dans les cas formellement exigés par le CCAG-Travaux, est

- > Un document écrit, signé par le maître d'œuvre, daté et envoyé par lettre recommandée avec AR ou remise contre récépissé en format papier,
- ou
- > Un document écrit, signé électroniquement par le maître d'œuvre, daté et envoyé par voie électronique avec AR,

Qui sera employé dans la conduite du chantier.

Objet du marché – Dispositions générales

Le maître d'œuvre tiendra à jour un fichier des ordres de service par ordre chronologique.

L'ordre de service notifiant la date de commencement de la période de préparation ne peut être émis par le maître d'œuvre qu'au vu d'une décision écrite préalable prise par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG-Travaux, l'ordre de service notifiant la date de commencement des travaux ne peut être émis par le maître d'œuvre qu'au vu d'une décision écrite préalable prise par le maître d'ouvrage.

II. Période de préparation et conduite de chantier, prolongation de délais (articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux)

Les dispositions de l'article 3.8 Ordre de service du CCAG-Travaux s'appliquent.

Pour préserver ses droits par rapport à un ordre de service qui lui est notifié, l'entreprise devra le signer « avec réserves » et expliciter celles-ci, sous 15 jours, délais de poste inclus, à compter du lendemain de la réception de l'ordre de service. À défaut de respecter ce délai l'entrepreneur sera réputé avoir accepté l'ordre de service et renoncé définitivement à toute réclamation de ce chef.

Concernant la prolongation des délais d'exécution, les dispositions des articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux s'appliquent.

III. Modifications de la nature ou du coût des prestations

Conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux, les ordres de service notifiant à l'entrepreneur des modifications de la nature ou du coût des prestations ne peuvent être émis par le maître d'œuvre qu'au vu d'une décision écrite préalable prise par le maître d'ouvrage (validation préalable).

IV. Modification des délais d'exécution pour modification de la nature ou du coût des prestations

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux, la prolongation des délais d'exécution suite à des modifications de la nature ou du coût des prestations peut résulter d'ordres de service notifiés à l'entrepreneur et émis par le maître d'œuvre après réception d'une décision écrite préalable prise par le maître d'ouvrage.

V. Fiche de travaux modificatifs

Le processus d'élaboration de cette décision (dite fiche de travaux modificatifs) et de l'ordre de service associé est le suivant :

Le maître d'œuvre modifie, si nécessaire, le dossier d'études de projet afin d'intégrer les conséquences de la demande de modification.

Le maître d'œuvre consulte l'entreprise concernée pour l'établissement d'un devis descriptif – estimatif. Ce dernier à prix global et forfaitaire est réputé couvrir l'ensemble des charges supplémentaires éventuellement supportées par l'entreprise, conformément à l'article 13.3 du CCAG-Travaux en tenant compte des frais d'études nécessaires à sa

Objet du marché – Dispositions générales

réalisation et des frais supplémentaires de chantier, y compris la conséquence des travaux modificatifs sur les délais correspondants.

Le maître d'œuvre vérifie, et si nécessaire corrige, le devis de travaux modificatifs établi à sa demande par l'entrepreneur. Puis il transmet ce devis, éventuellement assorti des observations qu'il jugerait opportunes (justification de l'opportunité des travaux modificatifs et prolongation de délai), au maître d'ouvrage ou son représentant.

Le maître d'œuvre établit une fiche de travaux modificatifs comprenant les données indiquées ci-après afin d'obtenir l'avis du maître d'ouvrage, qui décide du principe de réalisation des travaux modificatifs en fonction de leurs incidences (financière, technique, délai, autres lots, etc.).

Le maître d'œuvre établit, enregistre, signe et notifie la décision de réalisation des travaux modificatifs et le prix global et forfaitaire correspondant à l'entrepreneur par ordre de service en y joignant la fiche de travaux modificatifs validée par le maître d'ouvrage.

Pour préserver ses droits par rapport à un ordre de service qui lui est notifié, l'entreprise devra le signer « avec réserves » et expliciter celles-ci, sous 15 jours, délais de poste inclus, à compter du lendemain de la réception de l'ordre de service, par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux.

À défaut de respecter ce délai, l'entrepreneur sera réputé avoir accepté l'ordre de service et renoncé définitivement à toute réclamation de ce chef.

Dans le cas d'une urgence impérieuse indispensable à la réalisation des ouvrages, un prix provisoire est arrêté par le maître d'œuvre après consultation de l'entrepreneur conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux. Conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur est réputé avoir accepté ces travaux modificatifs, si dans le délai de quinze jours qui suit la réception de l'ordre de service, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre.

L. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après et par ordre de priorité décroissante et dont les exemplaires conservés par le maître d'ouvrage font seuls foi :

1. L'acte d'engagement et ses éventuels annexes (dont la DPGF) ;
2. Le présent CCAP et ses annexes ;
3. Le CCAG Travaux (arrêté du 30 mars 2021) ;
4. Le dossier de la déclaration préalable/ permis de construire ;
5. Les CCTG Travaux
6. Les normes françaises homologuées ou normes équivalentes

Prix : variation et règlement

7. Les CCTP
8. Le Rapport Initial de Contrôle Technique ;
9. Le Plan Général de Coordination ;
10. Les diagnostics amiante plomb (DAT)
11. Le planning ;
12. Les plans ainsi que les annexes ;
13. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
14. Le contenu de l'offre hors acte d'engagement, DPGF et éventuelles annexes.

2. Prix : variation et règlement

A. Répartition des paiements

I. Décomposition par phases et/ou tranches

Lorsque les prestations qui font l'objet du marché sont scindées en plusieurs phases et/ou tranches, le montant de chaque phase ou tranche est spécifié dans les cadres réservés à cet effet dans l'Acte d'engagement ou le Cadre de Décomposition du Prix.

Toute modification de cette décomposition fait l'objet d'un avenant au marché, sauf stipulations contraires du présent CCAP.

II. Répartition par cotraitant (cas d'un groupement d'entreprises titulaire)

Lorsque le titulaire est un groupement momentané d'entreprises non-solidaires ayant opté pour une domiciliation des paiements sur des comptes séparés ouverts au nom de chaque entreprise cotraitante, l'Acte d'Engagement précise la répartition du forfait de rémunération entre les cotraitants, membres du groupement.

En cas de modification en cours de marché de la répartition initialement établie, le mandataire notifie au maître d'ouvrage la nouvelle grille de répartition revêtue de la signature des personnes habilitées à engager chacune des entreprises membres du groupement.

III. Part du forfait à payer directement à des sous-traitants

Le montant des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant est spécifié dans l'Acte Spécial de Sous-Traitance (DC4) mentionné aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique et constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants

Prix : variation et règlement

payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige l'établissement d'Actes Spéciaux de Sous-Traitance modificatifs.

B. Répartition des dépenses communes de chantier

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications ultérieures précisent la nature et la répartition des dépenses communes de chantier.

I. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement, du fait de leur caractère prévisible, sont normalement imputables à un lot déterminé.

Les dépenses suivantes sont réputées rémunérées par les prix du marché conclus avec le titulaire du Lot Gros-œuvre sauf précisions particulières du CCTP ou du Plan Général de Coordination :

- > Protection du chantier par la mise en place de fermetures extérieures provisoires pour chaque bâtiment à réhabiliter à partir du démarrage des corps d'état secondaires jusqu'à la remise des clés au maître d'ouvrage, dispositif anti-intrusion par blocs portes et cylindres provisoires et panneaux bois fixés sur une ossature jusqu'à la pose des menuiseries extérieures et cylindres définitifs.
- > Protection du chantier par l'ouverture et fermeture de chaque bâtiment jusqu'à la remise des clés au maître d'ouvrage à l'issue des OPR et des accès aux zones de chantier jusqu'au repliement des installations de chantier.
- > Moyens complémentaires à mettre en œuvre pour le respect des mesures d'organisation du chantier et en matière de sécurité et santé et les sujétions qui en découlent à partir du Plan Général de Coordination joint au dossier de consultation.

II. Dépenses d'entretien

Sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot gros œuvre sauf précisions particulières du CCTP ou du PGC :

- > Les charges temporaires de voirie et de police,
- > Le nettoyage du chantier et l'évacuation des déchets non concernés par les autres lots.

Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,

Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'à une décharge publique en tri sélectif sauf organisation particulière de la gestion et tri des déchets de chantier, se reporter à l'article 2 B IV du CCAP,

Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel

dérobé.

En matière de protection de l'environnement, les dispositions de l'article 7 du CCAG-Travaux sont applicables. Chaque entreprise veillera à ce que les prestations qu'elle effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

En cas de non-respect des exigences de nettoyage, le maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

III. Dépenses diverses

Un compte interentreprises (prorata) sera exigé. La gestion du compte est assurée par le titulaire du **lot gros œuvre**.

Ce compte sera obligatoirement et systématiquement conduit selon les prescriptions de la norme NFP 03-001 et selon les obligations indiquées au Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Dans le cas où le gestionnaire du compte ne verrait pas l'exécution de ses propres ouvrages se réaliser du début à la fin du calendrier des travaux, il aura l'obligation de présence du début jusqu'à la fin du chantier dans le cadre de la gestion de ce compte.

En cas de défaillance de l'entreprise gestionnaire du compte Interentreprises, la gestion du compte sera reprise par l'entreprise dont le montant du marché suit par ordre de décroissance le montant du marché de l'entreprise défaillante.

Dans le cas où une dépense d'intérêt commun ne peut être imputée à un entrepreneur déterminé, elle est portée au débit du compte Interentreprises.

Toutes les entreprises participant à la réalisation de l'ouvrage doivent en prendre connaissance et signer une convention relative à l'établissement, la gestion et le règlement du compte interentreprises.

Sont portées au débit du compte, les dépenses suivantes :

- > Consommation d'eau et d'électricité et d'énergies diverses,
- > Consommation d'énergie pour le chauffage de chantier,
- > Dépenses afférentes au fonctionnement de la cellule de synthèse et à l'organisation du suivi de chantier (réunions, états contradictoires, suivi de contrôles, frais d'établissement et de reproduction des pièces graphiques ou techniques),
- > Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés si le responsable des dégradations n'est pas connu. Ces dépenses pourront être affectées en compte prorata restreint aux entreprises présentes sur chantier,
- > Frais de remise en état de la voirie et des réseaux détériorés,

Prix : variation et règlement

- > Frais de vérification des installations électriques ou de sécurité,
- > Nettoyage de chantier en cours de travaux sur simple demande du maître d'œuvre, de l'OPC ou du maître d'ouvrage. Ces dépenses pourront être affectées en compte prorata restreint aux entreprises présentes sur chantier,
- > Nettoyage général et soigné des zones hors travaux sur simple constat du maître d'œuvre, de l'OPC ou du maître d'ouvrage s'il est avéré que ces zones ont été salis par le chantier (espace extérieur et intérieur),
- > Toutes dépenses se rapportant à la bonne mise en œuvre du chantier,
- > Dépenses afférentes au fonctionnement du compte interentreprises sur la base de la Norme NF P03-001 et en s'assurant de la participation et de l'agrément de tous les entrepreneurs. Il assistera à toutes les réunions nécessaires, en établira un compte-rendu qu'il diffusera.) Il sera arrêté par accord entre les entrepreneurs un budget prévisionnel pour ce compte de manière à fixer le pourcentage permettant de déterminer l'acompte à verser à la personne chargée de la tenue du compte prorata. Il sera fixé également les modalités de ce versement.

Les frais de remplacement ou de réfection du matériel ou des ouvrages réalisés par l'entreprise et afférents à son propre lot ne s'imputent pas au compte interentreprises. Les frais de remplacement en cas de vol ou de dégradation des équipements communs sont en revanche imputés au compte interentreprises.

Les frais de gardiennage sont imputés au compte interentreprises dès lors que la mise en place du dispositif a été décidée en comité de contrôle.

Dès lors que le maître de l'ouvrage décide unilatéralement de la mise en place d'un gardiennage, il en supportera seul les frais.

Toutes les demandes qui résultent du Plan Général de coordination Sécurité et santé sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et seront imputées aux lots concernés.

IV. Gestion et tri des déchets de chantier

Dans le cadre du tri des déchets, le chantier fera l'objet d'une attention particulière au niveau de :

- > La signalétique indiquant la nature des déchets à déposer ;
- > L'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôts des déchets ;
- > L'état de propreté des zones accessibles aux personnels ;
- > L'information des entreprises et de leur personnel.

L'entreprise devra respecter les obligations indiquées au CCTP, au Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et prendre connaissance du plan d'installation de chantier joint au dossier.

En fonction de la nature des déchets, chaque entreprise aura à sa charge l'évacuation de ses propres déchets ou des contenants seront attribués à un certain nombre de lots qui génèrent les mêmes types de déchets. Ces lots seront responsables de la surveillance

Prix : variation et règlement

des lieux de stockage. Dans le cas d'un mélange non conforme de déchets, ils assumeront les frais supplémentaires qui en découlent. Il est nécessaire qu'au moins un responsable des contenants attribués soit présent en permanence sur la durée de présence des contenants et dans les horaires d'ouverture du chantier. Les lots désignés devront assumer la gestion financière de l'élimination réglementaire des déchets contenus dans les contenants.

L'organisation de la gestion des déchets de chantier devra être mise en place au plus tard 15 jours avant le démarrage effectif des travaux. Le non-respect des dispositions retenues par le Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé entraînera une pénalité par jour calendaire de retard appliquée suivant les stipulations prévues à l'article 3 C III Infractions aux prescriptions de chantier du CCAP.

L'absence de communication du schéma d'organisation et de gestion des déchets donnera lieu en application de l'article 36.2 du CCAG-Travaux à une pénalité d'un montant de deux cents (200,00) euros.

Si l'entreprise a à sa charge l'évacuation de ses propres déchets, elle remettra une note sur les modes opératoires au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé indiquant le suivi de la gestion et de l'élimination des déchets.

V. Conditions particulières de la gestion et règlement du compte interentreprises

Sans objet.

Ce compte est géré entre les entreprises sans intervention de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou de l'assistant à maîtrise d'ouvrage.

VI. Conditions particulières pour la gestion d'un évènement d'ordre sanitaire

Le maître d'ouvrage pourra décider de suspendre le chantier du fait des contraintes pouvant découler d'un évènement extérieur aux parties, irrésistible, imprévu, et susceptible de mettre en danger la santé publique, jusqu'au respect des préconisations de sécurité sanitaire permettant la continuité des activités de construction.

Cette décision sera prise après consultation des entreprises, du coordonnateur de sécurité et de la santé, et de la maîtrise d'œuvre ou pourra être prise unilatéralement par le maître d'ouvrage s'il l'estime nécessaire.

Un avenant de suspension du chantier sera émis dès lors qu'il sera constaté que le plan de continuité des activités n'est pas susceptible d'être respecté, compte tenu notamment de la nature des travaux à réaliser et de la multiplicité des entreprises intervenantes en co-activité.

Le CSPS définira les conditions selon lesquelles le plan de continuité des activités pourra être respecté sur le chantier afin de garantir la parfaite mise en œuvre des préconisations de sécurité sanitaire préalablement à la notification d'un ordre de service de reprise de chantier.

Le maître d'ouvrage assurera la prise en charge des préconisations de sécurité sanitaire d'ordre collectif suivant les stipulations de l'article Gestion des ordres de services du présent CCAP en sollicitant l'entreprise concernée par les dépenses d'investissement

Prix : variation et règlement

décrites à l'article 2 B l'installation de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires).

Dès lors que le maître d'ouvrage ne fait que se soumettre au respect des prescriptions légales et réglementaires en notifiant une suspension du chantier, après s'être assuré qu'il ne soit pas possible de garantir le respect des préconisations de sécurité sanitaire, l'entreprise titulaire ne pourra solliciter une indemnisation d'un éventuel préjudice découlant du différé d'exécution de ses travaux, du fait de la suspension du chantier pour mesures sanitaires.

Le délai contractuel d'exécution sera reporté, sans application de pénalités de retard, pour une durée équivalente à celle de la suspension.

Le titulaire qui n'aurait pas respecté l'ordre de service de reprise du chantier, devra justifier très précisément les raisons pour lesquelles il ne lui aura pas été possible de prendre les mesures appropriées pour assurer le respect des mesures de sécurité sanitaires sur le chantier.

C.Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages - Travaux en régie

I. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et en complément de l'article 9.1 du CCAG-Travaux, ils tiennent compte des sujétions suivantes :

- > Des sujétions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée de plusieurs lots,
- > Des dépenses communes de chantier dont la répartition est mentionnée à l'article 2 B du présent CCAP,
- > De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics,
- > Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier,
- > Du temps de présence de l'entrepreneur pour les réunions de chantier, les réunions de préparation du chantier,
- > Du temps de présence de l'entrepreneur (personne dûment désignée) pour participer à la cellule de synthèse.

L'entrepreneur est réputé avoir fait une reconnaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux lui incombant. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

Sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces,

Prix : variation et règlement

l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

L'entrepreneur est tenu de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de son offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

L'entrepreneur aura vérifié les obligations réglementaires en vigueur au jour de l'exécution des travaux.

Les prix comprennent les études de synthèses, les notes de calcul, les détails et les plans d'exécution d'atelier et de chantier à présenter au visa du maître d'œuvre, la préparation de chantier, l'approvisionnement des matériaux et l'exécution des travaux pour veiller en particulier au respect du calendrier. Toute difficulté inhabituelle d'approvisionnement devra être dûment justifiée comme étant irrésistible, imprévue et extérieure aux parties, pour faire l'objet d'une autorisation d'augmentation de délai. Il devra également être dûment justifié que les commandes ont été réalisées dès que possible.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ses aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

S'il en éprouve le besoin, le candidat devra intégrer dans son offre l'ensemble des prestations qu'il estimerait nécessaire, sur présentation d'une offre financière annexe, qui restera à l'approbation de la maîtrise d'ouvrage.

II. Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

III. Obligations particulières du titulaire

Dans les cinq (5) jours à compter de la date de notification du marché, le titulaire devra fournir sur demande du maître d'œuvre tout document permettant au maître d'ouvrage d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par le titulaire (sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires, décomposition de l'état de certains prix, de l'état des prix forfaitaires).

IV. Travaux en régie

Se reporter aux articles 8 B I Réception (Gestion des réceptions des travaux) et 8 F Mesures coercitives du présent CCAP.

Prix : variation et règlement

V. Approvisionnements

Les dispositions de l'article 10.4 du CCAG-Travaux sont applicables.

D. Variation dans les prix

I. Révision des prix

Si le délai d'exécution des travaux est supérieur à 3 mois, les prix du marché sont révisables dans les conditions définies ci-dessous.

II. Formule de révision

Les prix du présent marché sont révisés par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 15\% + 85\% (I_{n-3 \text{ mois}}/I_{0-3 \text{ mois}})$$

Dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro – 3 mois et au mois n - 3 mois.

L'(les) index de référence I choisi(s) en fonction de sa(leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du présent marché figure(nt) en annexe au présent CCAP (annexe n°1).

Le mois m_0 est défini dans l'acte d'engagement du marché (mois de DLRO initiales ou finales en cas de négociation).

À titre, indicatif, l'offre du titulaire est réputée avoir été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 .

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

III. Révision provisoire et définitive - Échéancier de révision

Le calcul des effets de révision des prix interviendra à l'occasion de chaque demande de paiement.

Si, lors de l'établissement par le maître d'œuvre de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, l'effet de la révision des prix est déterminé provisoirement à l'aide du dernier index paru à la date d'établissement par l'entreprise de travaux de sa demande de règlement et il est fait mention du caractère provisoire de l'effet de révision ainsi calculé dans l'état d'acompte.

La révision définitive intervient dès la parution des index définitifs au moment des demandes d'acomptes.

Prix : variation et règlement

Le calcul des révisions se fait donc « au fil de l'eau ».

IV. Impact de la variation des conditions économiques sur les pénalités et primes

Les montants des pénalités et primes éventuelles prévues au présent marché sont réputés fermes, non soumis aux mêmes conditions de variation que les prix du marché. Ils sont ainsi invariables pendant toute la durée du marché.

V. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés lors de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

E. Règlement des comptes du titulaire, des cotraitants et sous-traitants

I. Rythme des règlements

Le règlement des sommes dues au titulaire à titre d'avance, d'acompte, ou de solde, s'effectuera aux conditions d'avancement et échéances indiquées ci-après.

Avance (option B du CCAG-Travaux article 10.1)

Sauf renoncement du titulaire porté à l'Acte d'Engagement, une avance lui sera versée si le montant initial du marché ou de la tranche affermée est supérieur à 50 000 euros HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Ce même droit à avance est ouvert, dans les mêmes conditions, à l'occasion de la reconduction du marché (lorsque celui-ci prévoit une telle possibilité de reconduction) ou de l'affermissement d'une tranche optionnelle (lorsqu'une telle tranche est prévue au marché).

Lorsque le titulaire du marché est un groupement momentané d'entreprises :

- > En cas de domiciliation des paiements sur des comptes séparés ouverts au nom de chaque entreprise cotraitante : Chaque membre du groupement peut individuellement prétendre au versement d'une part de l'avance calculée au prorata du montant des prestations dont la réalisation lui incombe, dès lors que celui-ci aura constitué une garantie à hauteur de ce montant.
- > En cas de domiciliation des paiements sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire : L'avance sera versée sur production par le mandataire d'une garantie établie à hauteur du montant de l'avance.

Le maître d'ouvrage a la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie.

Le délai de paiement de l'avance court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché (si un tel acte est prévu ; à défaut,

Prix : variation et règlement

à partir de la date de notification du marché) ou de la tranche affermie, et de la réception par le maître d'ouvrage de la garantie financière susvisée ainsi que d'une facture.

Le montant de l'avance est compris entre 5 et 30 % du montant de contrat initial, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche affermie si leur durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est comprise entre 5 et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

En l'espèce, le montant de l'avance est fixé à 10 %.

Pour les marchés publics conclus entre l'État et les PME, le montant de l'avance est de 30 %.

En outre, pour les marchés publics passés par l'État, la garantie à première demande n'est pas exigée.

Le montant de l'avance versée n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, ou de la tranche atteint 65 % du montant du marché ou de la tranche affermie. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché ou de la tranche affermie. Un titre de recette, pour le solde restant dû, sera en conséquence émis si la totalité de l'avance n'est pas récupérée dès lors que l'avancement des prestations atteint 80 %. Le maître d'ouvrage se réserve la faculté de précompter en une fois, lorsque la somme due au titulaire au titre des prestations réalisées le permet, le montant d'avance à rembourser, ou de précompter la totalité de la somme due au titulaire au titre des prestations réalisées.

L'avance n'est toutefois due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance est ainsi réduite, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant. Si le titulaire du marché sous-traite une part du marché postérieurement au versement à son profit de l'avance, il rembourse la part de l'avance perçue correspondant au montant des prestations sous-traitées, ce même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le maître d'ouvrage dès la notification de l'acte spécial.

Acompte(s) :

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Prix : variation et règlement

N° d'ordre	Taux Montant	ou	Conditions de présentation de la demande d'acompte*		
			(à peine de non recevabilité)	Date ou Périodicité	Conditions d'avancement
Acomptes périodiques	Taux d'avancement des travaux, avec plafonnement		Mensuelle	Inférieur à 96 %	Uniquement pour la première demande d'acompte : copie de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation du chantier et copie de l'ordre de service de démarrage des travaux lorsque ceux-ci sont prévus par le marché

Justificatifs prévus à l'article 12.1 CCAG Travaux :

Les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;

Le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;

Le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4, dont il demande le remboursement ;

Les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

* conditions cumulatives (sauf mention contraire)

Solde :

Taux ou Montant (minimum)	Conditions de présentation de la demande de solde (à peine de non recevabilité)		
	Date ou Périodicité	Conditions d'avancement	Justificatifs à joindre à la demande de paiement
Solde	-	Achèvement des travaux qui font l'objet du marché ou de la tranche affirmée	Copie du procès-verbal de réception des travaux (ou preuve de leur réception tacite) Justificatifs prévus à l'article 12.1 CCAG Travaux (voir ci-dessus) s'ils n'ont pas déjà été fournis

II. Contenu et modalités de présentation des demandes de paiement

Pour la présentation de ses demandes de paiement, et afin de permettre leur instruction par le maître d'œuvre puis par le maître d'ouvrage, le titulaire se conformera aux

Prix : variation et règlement

modalités ci-après détaillées, à peine de non-recevabilité de la demande.

III. Forme et contenu des demandes de paiement

Le titulaire établit ses demandes de paiement selon les modalités fixées ci-après.

La demande de paiement est datée et est transmise via CHORUS au maître d'œuvre de l'opération.

Elle porte l'ensemble des mentions légales, dont celles prévues par l'article 242 nonies A de l'annexe II au Code Général des Impôts :

- > Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- > Le numéro d'engagement juridique, le numéro de marché et le numéro de lot ;
- > Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;
- > Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- > La date d'exécution des services ou de livraison des fournitures et désignation de la collectivité débitrice ;
- > Pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas les prix unitaires et les quantités ou bien les prix forfaitaires ;
- > Le montant et le taux de taxe sur la valeur ajoutée légalement applicable ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- > Tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération.

Elle mentionne en outre les références du présent marché (numéro complet et objet).

La demande de versement de l'avance n'est assortie d'aucun formalisme particulier.

La production de la garantie financière en remboursement de l'avance vaut demande de versement de cette dernière.

La forme et le contenu des demandes d'acomptes sont régis par l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

La demande d'acompte est présentée sous la forme d'un projet de décompte. Celui-ci établit, à partir des prix de base hors TVA du marché, le montant total des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

En dérogation à l'article 12.1 du CCAG-Travaux, il est indiqué que :

- > *Pour le paiement d'acomptes jusqu'à 80 % du montant initial du marché TTC :*
 - Le projet de décompte établi par le titulaire comporte le pourcentage d'exécution de l'ouvrage (ou de la partie de l'ouvrage rémunérée à prix forfaitaire).
 - Le relevé des travaux exécutés n'est pas obligatoire.
- > *Pour le paiement d'acomptes au-delà de 80% du montant initial du marché TTC :*

Prix : variation et règlement

- Le projet de décompte établi par le titulaire comporte le relevé des travaux exécutés.
- Ce relevé peut être présenté par renvoi à une facture annexée au projet de décompte.
- Le pourcentage d'exécution de l'ouvrage (ou de la partie de l'ouvrage rémunérée à prix forfaitaire) déterminé par référence à la décomposition du prix forfaitaire figurant dans le Cadre de Décomposition Global et Forfaitaire.

Pour le solde du marché ou de la tranche affermie :

La forme et le contenu de la demande de paiement finale sont régis par l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

Après l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché comme les projets de décomptes mensuels.

En cas de rectification du projet de décompte final et par dérogation à l'article 12.3.3 du CCAG-Travaux, il n'y aura pas lieu à paiement sur la base des sommes provisoires admises.

Pour les demandes de paiement d'un groupement d'entreprises :

Le mandataire est seul habilité à présenter au maître d'ouvrage la demande de paiement.

En cas de groupement solidaire, le paiement sera réalisé sur un compte unique.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement.

Si, en application des articles ci-dessus la demande de paiement peut être présentée par le groupement sous forme de factures, le mandataire est autorisé à présenter, en lieu et place d'une facture unique établie par le groupement, la liasse des factures délivrées par chaque membre du groupement. Dans ce cas, chaque facture doit être revêtue de la mention « bon pour paiement » dûment signée par le mandataire et du cachet de ce dernier.

Demandes de paiement en cas de sous-traitance :

- > Sous-traitance directe (de premier rang) :

Prix : variation et règlement

- Lorsqu'un sous-traitant direct est payé directement par le maître d'ouvrage, il adresse sa demande de paiement selon les modalités prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.
 - Le paiement direct du sous-traitant par le maître d'ouvrage intervient sur la base de la facture du sous-traitant libellée au nom de l'entreprise principale, et de l'autorisation de paiement du sous-traitant délivrée par l'entreprise principale.
 - Cette autorisation peut être formalisée :
 - Par l'apposition par l'entreprise principale, sur sa propre facture, de la mention spéciale "*dont..... euros, à payer directement à l'entreprise « » sous-traitante*" (cachetée et signée en cas d'apposition manuscrite) ;
 - Par l'apposition par l'entreprise principale, sur la facture du sous-traitant ou une copie, de la mention « bon pour paiement » ainsi que de son cachet et de sa signature ;
 - Sur une attestation séparée comportant l'indication par l'entreprise principale de la somme à régler directement au sous-traitant.
 - En cas de groupement d'entreprises titulaire du marché, cette autorisation est co-délivrée par l'entreprise principale ayant conclu le contrat de sous-traitance et le mandataire du groupement.
- > Sous-traitance indirecte (de second rang ou de rang supérieur) : Lorsque le maître d'ouvrage a accepté une délégation de paiement donnée par un sous-traitant direct (le délégant) à un sous-traitant indirect (le délégataire), le paiement du sous-traitant indirect intervient sur la base :
- De la facture du sous-traitant indirect, libellée au nom du délégant (sous-traitant direct), et de l'autorisation de paiement du sous-traitant indirect délivrée par le sous-traitant direct ;
 - Cette autorisation peut être formalisée :
 - Par l'apposition par le sous-traitant direct, sur sa propre facture, de la mention spéciale "*dont..... euros, à payer directement à l'entreprise « » sous-traitante indirecte*" (cachetée et signée en cas d'apposition manuscrite) ;
 - Par l'apposition par le sous-traitant direct, sur la facture du sous-traitant indirect ou une copie, de la mention « bon pour paiement » ainsi que de son cachet et de sa signature ;
 - Sur une attestation séparée comportant l'indication par le sous-traitant direct de la somme à régler directement au sous-traitant indirect ;
 - Et de la facture du sous-traitant direct, libellée au nom de l'entreprise principale, et de l'autorisation de paiement du sous-traitant direct délivrée par l'entreprise principale. Cette autorisation peut être formalisée :

- Par l'apposition par l'entreprise principale, sur sa propre facture, de la mention spéciale " dont..... euros, à payer directement à l'entreprise « » sous-traitante " (cachetée et signée en cas d'apposition manuscrite) ;
- Par l'apposition par l'entreprise principale, sur la facture du sous-traitant direct ou une copie, de la mention « bon pour paiement » ainsi que de son cachet et de sa signature ainsi que ;
- Sur une attestation séparée comportant l'indication par l'entreprise principale de la somme à régler directement au sous-traitant direct.

En cas de groupement d'entreprises titulaire du marché, cette autorisation est co-délivrée par l'entreprise principale ayant conclu le contrat de sous-traitance et le mandataire du groupement.

IV. Pièces justificatives des règlements demandés

Généralités

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement telles qu'énoncées sous les articles 2 E IV et suivants. Lorsque le titulaire ne réclame pas d'acompte au titre des prestations déjà réalisées, il joint, à l'appui de sa demande, les seules pièces nécessaires à la justification du paiement du solde.

La transmission des justificatifs requis en appui de la demande de paiement conditionne la recevabilité de cette dernière, même dans le cas où ceux-ci auraient déjà fait l'objet d'une transmission antérieure.

Justificatifs des variations de prix

Lorsque le marché est conclu à prix révisable ou actualisable, le titulaire joint à sa demande de paiement le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision ou d'actualisation des prix.

Justificatifs des paiements directs aux sous-traitants acceptés

En sus des justificatifs qui auraient été normalement requis du titulaire, la demande de paiement est assortie des pièces suivantes :

- > Pour le paiement d'une avance : attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit réaliser au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution,
- > Pour le paiement d'un acompte ou du solde : néant

V. Remise des demandes de paiement

Dates de remise :

La remise d'une demande de paiement intervient aux conditions de date, de périodicité et/ou d'avancement précisées sous l'article 2 E I Rythme des règlements.

Pour les acomptes dits « périodiques », à défaut d'indication de date de remise sous l'article 2 E I, la présentation de la demande intervient au début de chaque période pour les prestations effectuées la période précédente. La périodicité des versements est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois sur demande motivée du titulaire.

Adresse de facturation :

Le titulaire du marché et/ou ses sous-traitants admis au paiement direct, devront transmettre leurs factures sous format électronique sur le portail public de facturation Chorus Pro accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le portail permettra également le suivi des factures. Le service est gratuit. Le Titulaire ne pourra exiger de supplément de prix ni d'indemnité.

Les conditions d'application de l'obligation de transmission des factures par voie électronique sont encadrées par les articles L. 2192-1 à L. 2192-7, D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les demandes de paiement comporteront les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique.

Les modalités de transmission des documents concourant à l'exécution des marchés de travaux sont explicitées dans l'instruction ministérielle du 22 février 2017 et relative au développement de la facturation électronique, consultable à l'adresse suivante : http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2017/03/cir_41872.pdf (demandes de paiement des marchés de travaux, demandes de paiement des sous-traitants ou des co-traitants...).

Les factures dématérialisées adressées au maître d'ouvrage devront impérativement comporter les informations suivantes :

- > Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage ;
- > Le code service indiqué sur l'acte d'engagement ou le contrat ou disponible directement dans la bibliothèque des services dans CHORUS PRO.

Le renseignement du code engagement sur CHORUS n'est pas indispensable pour transmettre une facture au maître d'ouvrage.

Circuit de circulation des demandes d'acomptes :

Les demandes d'acomptes sont transmises au maître d'œuvre pour validation. Si la demande est conforme, l'entrepreneur pourra déposer sa facture et le maître d'œuvre y apportera son visa. En revanche, si le maître d'œuvre estime la demande non-conforme, l'entrepreneur devra reprendre sa demande d'acompte avant tout dépôt sur la plateforme.

VI. Modalités de règlement

Le paiement par le maître d'ouvrage interviendra dans la limite du délai global maximum de paiement des sommes dues en exécution des contrats de la commande publique, soit 30 jours (articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique).

Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre.

Toutefois :

- > Lorsque, pour un marché de travaux, la demande de paiement finale doit donner lieu à l'établissement d'un décompte général soumis à l'acceptation du titulaire, le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage ;
- > Le délai de paiement des sous-traitants court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord du titulaire sur le paiement demandé, ou à compter de l'expiration du délai imparti au titulaire pour donner au maître d'ouvrage son accord ou lui notifier un refus.

V. Retard de paiement – Intérêts moratoires

À l'expiration du délai de paiement, le défaut de mise en paiement des sommes dues en principal ouvre droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (article L. 2192-13 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (article R. 2192-31 du Code de la commande publique).

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (article D. 2192-35 du Code de la commande publique).

VI. Suspension du délai de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux spécifications énoncées dans le présent marché, et notamment si elle n'est pas assortie des pièces justificatives nécessaires ou si elle est présentée avant terme, le délai de paiement est suspendu.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-29 du Code de la commande publique, cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen

Délais - Pénalités et primes

permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

À compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

VII. Règlement à caractère définitif

Donnent lieu à règlement définitif, non susceptibles d'être remis en cause après leur paiement, les demandes de paiement identifiées comme tel.

En tout état de cause :

- > À valeur de règlement définitif le paiement du solde du marché ou d'une tranche affermie, ou en cas de résiliation anticipée, le paiement des sommes encore dues par la partie contractante débitrice ;
- > Les paiements d'acomptes n'ont pas le caractère de règlement définitif ;
- > Les marchés de travaux ne donnent pas lieu à des règlements partiels définitifs.

VIII. Décompte général et définitif

Les dispositions de l'article 12.4 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Par dérogation audit article 12.4.4, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours de septembre à juillet et de trente (30) jours en août pour notifier au titulaire le décompte général.

IX. Diminution du montant des travaux

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-Travaux, la diminution du montant des travaux limite est de :

- > 20 % du montant contractuel pour un marché à prix forfaitaires ;
- > 40 % du montant contractuel pour un marché à prix unitaires.

3. Délais - Pénalités et primes

Remarque préliminaire

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Les pénalités ne sont pas libératoires.

A. Délai d'exécution du marché

Le délai d'exécution du marché comprend une période de préparation définie au CCAP et éventuellement un calendrier prévisionnel d'exécution des travaux.

I. Délai d'exécution de la période de préparation du chantier

Il est prévu une période de préparation avant l'exécution des travaux. Cette période de préparation est incluse dans le délai d'exécution du marché. Elle a une durée de **2 (deux) mois** à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer l'exécution des prestations de préparation du chantier, sauf mention contre au CCTP et/ou au PGC.

Le délai global d'exécution de la période de préparation du chantier comprend les études nécessaires à l'exécution de la totalité des travaux.

Un calendrier détaillé de la préparation du chantier qui précise la durée d'exécution, des dispositions préparatoires qui doivent être prises et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages qui doivent être établis, est notifié à l'entrepreneur avec l'ordre de service.

L'entrepreneur est tenu de respecter les dates et échéances fixées par le calendrier détaillé de la période de préparation du chantier. Tout retard ou perturbation de la bonne marche de la préparation du chantier est sanctionné par l'application de pénalités dans les conditions définies au présent CCAP, voire de résiliation du marché.

II. Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux

Conformément à l'article 18.1.4 (travaux allotis) du CCAG-Travaux, un calendrier prévisionnel d'exécution précisant le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire au sein du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotis et les dates d'intervention relatives à chaque lot figure en annexe du marché.

Ce délai d'exécution est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier dans les conditions prévues à l'article 28.2.3 (travaux allotis) du CCAG-Travaux et précisé à l'article 7 A du CCAP.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux est fixé à **26 (vingt-six) mois**, hors période de préparation, intempéries, à compter de la date de démarrage notifiée par ordre de service à l'entreprise qui intervient la première sur le chantier et qui vaut point de départ du délai global d'exécution des travaux de l'ensemble des lots.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux comprend dans le délai susvisé en fonction de la composition des travaux à réaliser, le repliement des installations de chantier, la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur.

Les délais d'exécution partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention. Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier ; la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution propre au lot

considéré.

Des réceptions partielles auront lieu à l'issu de chaque phase permettant la restitution des locaux aux utilisateurs.

III. Calendrier détaillé de désignation des sous-traitants

Le calendrier détaillé de la désignation des sous-traitants est élaboré par le titulaire du marché en cohérence avec le calendrier détaillé des travaux, suivant les modalités identiques à celui-ci.

Au plus tard à la fin de la période de préparation de chantier :

- > Les titulaires des marchés de gros œuvre, VRD devront avoir désigné les sous-traitants relatifs aux fondations et au terrassement au maître d'ouvrage en vue de leur acceptation et agrément et produit une copie des contrats de droit privé de sous-traitance pour chaque lot au maître d'œuvre ; la désignation des sous-traitants se fera conformément à l'article 1 J du présent CCAP ;
- > Les titulaires des autres lots devront avoir établi le calendrier détaillé de désignation de tous les autres sous-traitants qui résultera du calendrier détaillé d'exécution des travaux. Il fera apparaître les dates limites de désignation de chaque sous-traitant rétroactivement à la date de démarrage des lots concernés en prenant en compte la durée nécessaire pour l'agrément par le maître d'ouvrage et l'anticipation due à la validation des premiers plans, documents techniques et de l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail (et qui ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité).

B. Prolongation du délai d'exécution

I. Travaux modificatifs, difficultés imprévues, ajournement de travaux

L'importance de la prolongation des délais d'exécution sera arrêtée par le maître d'ouvrage au vu d'un état justificatif détaillé présenté par le maître d'œuvre sur la base :

- > De la nature des prestations supplémentaires
- > D'un recalage du planning d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.2 du CCAG-Travaux, les modifications décidées et leur incidence financière sur le marché de travaux considéré pourront être notifiées par ordre de service.

II. Intempéries

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux effectués à l'extérieur ou dans les locaux ni clos, ni couverts, seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui où les conditions de travail auront été

Délais - Pénalités et primes

rendues impossibles de façon dûment justifiée par un DTU, une fiche technique ou une norme applicable ou tout autre document technique faisant foi.

Les journées d'intempéries ne seront décomptées qu'au reçu de l'état mensuel de la période considérée, en fonction de la constatation des phénomènes naturels mentionnés ci-dessus et selon les conséquences qu'ils ont entraînées pour entraver ou rendre impossible l'exécution de travaux par corps d'état.

Le maître d'ouvrage formulera un avis sur la prolongation de délais réellement constatés pour intempéries au vu d'un état justificatif détaillé présenté par le maître d'œuvre.

La prolongation de délai décidée sur chaque marché de travaux considéré devra être notifiée par ordre de service précisant la durée retenue.

Il est précisé que la base du décompte est le nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries et que la prolongation s'effectue en jours calendaires. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

C. Pénalités pour retard - Primes d'avances

Les stipulations du présent article 3 C précisent, complètent et/ou dérogent aux dispositions de l'article 19 du CCAG Travaux.

Les pénalités et primes éventuelles prévues au présent marché ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée. Leur montant est exprimé en euros, net de TVA.

Les montants des pénalités et primes éventuelles sont réputés fermes, non soumis aux mêmes conditions de variation que les prix du marché et sont ainsi invariables pendant toute la durée du marché.

Le montant des pénalités éventuellement dues par le titulaire est prélevé sur les sommes dues à titre d'acompte ou de solde, ou en cas d'impossibilité font l'objet de l'émission par le maître d'ouvrage d'un titre de recettes.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités et les primes sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire, indications qui pourront être contredites par le maître d'œuvre.

Dans l'attente de ces indications, les primes ne sont pas payées et les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres entrepreneurs.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

I. Pénalités pour retard

Les stipulations suivantes sont appliquées, lot par lot, pendant l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié

Délais - Pénalités et primes

comme il a été indiqué ci-dessus.

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre et/ou de l'OPC, sans mise en demeure préalable, l'entrepreneur encourt une retenue journalière provisoire fixée à 1/1 000 du montant du marché (montant considéré à la date d'expiration du délai contractuel d'exécution) sans être inférieur à 250,00 euros par jour calendaire, en dérogation de l'article 19.2 et plus particulièrement 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'une des trois conditions suivantes est remplie :

- > L'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution ;
- > L'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ;
- > En cas d'absence de l'entreprise dont la présence est requise après notification écrite sur le chantier ou par mail du maître d'œuvre pour une intervention à exécuter dans un délai d'exécution déterminé.

Les retenues transformées en pénalité définitive feront l'objet, soit de déductions des situations mensuelles, soit de l'émission d'un titre de recettes, accompagnées d'un état liquidatif des pénalités de retard.

II. Absences ou retards aux réunions

En dérogation de l'article 19.2 du CCAG-Travaux et du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre et/ou de l'OPC, sans mise en demeure préalable, l'entrepreneur encourt une pénalité provisoire en cas d'absence aux rendez-vous de chantier, aux réunions de préparation, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur OPC ou par le coordonnateur de sécurité SPS. Cette pénalité provisoire sera appliquée pour un montant fixé à :

- > Deux cent cinquante (250,00) euros pour les personnes chargées du pilotage du chantier absentes et dûment convoquées ;
- > Deux cent cinquante (250,00) euros pour tout autre intervenant absent et dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, sans mise en demeure préalable, l'entrepreneur encourt une pénalité provisoire en cas de retard de plus de trente minutes aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou par le coordonnateur SPS. Cette pénalité sera appliquée pour un montant fixé à :

- > Cent (100,00) euros pour les personnes chargées de représenter l'entreprise sur le chantier « conducteur de travaux » / « responsable qualité » dûment convoqués ;

Délais - Pénalités et primes

- > Cent (100,00) euros pour tout autre intervenant dûment convoqué.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'entrepreneur a perturbé par son retard le bon déroulement de la réunion de chantier ou provoqué des retards dans le déroulement de la réception des travaux ou toutes autres réunions.

Les comptes rendus de chantier qui sont adressés à l'entreprise précisent la date et l'heure de convocation et celles dont la présence est requise.

Les retenues transformées en pénalité définitive feront l'objet, soit de déductions des situations mensuelles, soit de l'émission d'un titre de recettes, accompagnées d'un état liquidatif des pénalités de retard.

III. Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités provisoires ci-après indépendantes de celles visées ci-dessus et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre ou du coordonnateur OPC ou du coordonnateur SPS des infractions, et après notification écrite sur le chantier ou par mail d'avoir à exécuter la prestation au plus tard le lendemain.

- > Percement, carottages, démolitions, ou toute activité pouvant constituer une nuisance sonore pour le voisinage en dehors des heures ouvrées ou le weekend : cinq cents (500) euros par infraction constatée ;
- > Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité tant des hommes que des biens présents sur le chantier, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier suivant les dispositions du Plan Général de Coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications ultérieures : cent (100,00) euros par jour de retard ;
- > Dépôt de matériaux, matériel, terres, gravois en dehors des zones prescrites : cent (100,00) euros par jour ;
- > Retard dans la production, la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux y compris à la demande de la cellule de synthèse (plans d'atelier ou de détails qui sont à la charge de l'entreprise) : cent (100,00) euros par jour de retard ;
- > Retard dans la désignation d'un sous-traitant suivant les stipulations de l'article 3 A III du présent CCAP : cent (100,00) euros par jour de retard ;
- > Retard dans la production de plans et de documents demandés explicitement par l'équipe de maîtrise d'œuvre et l'architecte : cent (100,00) euros par jour de retard ;
- > Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : cent (100,00) euros par jour de retard ;
- > Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de

Délais - Pénalités et primes

construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : cent (100,00) euros par jour de retard ;

- > Retard dans la remise de la demande de paiement mensuelle suivant les stipulations de l'article 2 E I du présent CCAP : cent (100,00) euros par jour de retard ;
- > Retard dans le nettoyage du chantier : cent cinquante (150,00) euros par jour de retard ;
- > Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : cent cinquante (150,00) euros par jour de retard ;
- > Non-respect des consignes de circulation des engins de chantier et/ou de livraison : cinq cents (500) euros par infraction constatée ;
- > Dépôt d'ordures ou de matériel de chantier en dehors des zones balisées à cet effet : mille (1000) euros par infraction constatée, pour chaque société identifiée comme responsable ou coresponsable par le maître d'œuvre et/ou l'OPC.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou si l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution

Les retenues transformées en pénalité définitive feront l'objet, soit de déductions des situations mensuelles, soit de l'émission d'un titre de recettes, accompagnées d'un état liquidatif des pénalités de retard.

IV. Primes d'avance

Sans objet

V. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG-Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

À défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet, selon les stipulations de l'article 8 F Mesures coercitives ci-après, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de quinze jours après la mise en demeure et en dérogation à l'article 30.2 du CCAG-Travaux, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été stipulées dans le marché à l'encontre du titulaire.

VI. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise dans les délais, des documents D.O.E à fournir par l'entrepreneur

Délais - Pénalités et primes

conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux et suivant la liste des pièces à fournir qui figure dans le C.C.T.P de chaque lot, une retenue égale à mille euros (1 000,00) euros sera opérée sans mise en demeure préalable en dérogation à l'article 19.3 du CCAG-Travaux. Cette retenue sera prélevée sur le dernier acompte.

Cette retenue concerne également l'ensemble des documents demandés par le coordonnateur SPS et entrant dans la composition du DIUO (dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage).

En application de l'article 40.2 du CCAG-Travaux, tout document manquant sera considéré comme une prestation prévue au marché non exécutée, et de fait fera l'objet de la retenue susvisée.

Cette retenue sera remboursée, dès que les documents manquants seront fournis.

Conditions Particulières de la Gestion des documents D.O.E et DIUO à fournir par l'entreprise :

Si l'entrepreneur n'a pas fourni les documents complets dans le délai qui lui était imparti, le maître d'ouvrage réitéra, par mise en demeure, à l'entrepreneur d'effectuer les prestations complètes dans un délai de quinze jours maximums.

Passé, ce délai, les plans des dossiers des ouvrages exécutés D.O.E. et DIUO sur fichiers informatisés, format D.W.G ou D.X.F non remis par l'entreprise concernées pourront être effectués en régie selon les stipulations de l'article 8 F Mesures coercitives ci-après, par un géomètre agréé ou un prestataire spécialisé au choix du maître d'ouvrage, aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

Le règlement fera l'objet, soit d'une déduction sur la retenue prélevée sur le dernier acompte complété par l'émission d'un titre de recettes si nécessaire, accompagnées d'un état liquidatif du montant des frais d'établissement total ou partiel du dossier D.O.E. et DIUO.

D.Constatations et constats contradictoires

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-Travaux, dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas opéré les constatations contradictoires prévues audit article 11 dans les huit jours de la demande qui lui a été faite par le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur met en demeure le maître d'œuvre de procéder aux constatations des prestations à exécuter dans les cinq jours à compter de la réception de la demande qui lui a été faite par le titulaire.

En cas d'urgence impérieuse (sujétions imprévues, constat de blocage de travaux) et si le maître d'œuvre, dûment convoqué en temps utile, n'est pas présent ou représenté aux constatations, les Parties conviennent de faire réaliser, les constatations contradictoires, à un expert indépendant à la charge du maître d'œuvre.

E. Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 3 C et suivants du présent CCAP et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le coordonnateur SPS des infractions, et après notification écrite sur le chantier ou par mail d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

En cas de non-respect par l'entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés au présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à cinq cents (500,00) € par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 19.2 du CCAG - Travaux.

F. Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la lutte contre le travail dissimulé

Lorsque le maître d'ouvrage a connaissance du non-respect par l'entrepreneur des dispositions mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail - relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise – il lui enjoint par écrit de s'acquitter, dans un délai d'1 (un) mois, des formalités qui y sont mentionnées.

À défaut de régularisation par l'entrepreneur dans le délai susmentionné, une pénalité, égale à 10 % du montant du marché, sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable complémentaire et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

Le montant de la pénalité ne saurait toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

L'application de cette pénalité sera indépendante :

- > De l'application des autres pénalités visées aux articles précédents du présent CCAP et avec lesquelles elle se cumule. À ce titre, elle est applicable dès le 1^{er} euro, nonobstant toute clause fixant un éventuel seuil plancher d'application de pénalités ; par ailleurs, elle n'est pas comptabilisée dans le montant des pénalités soumis à plafonnement, nonobstant toute clause fixant un éventuel montant plafond de pénalités imputables ;
- > Du signalement de l'absence de correction des irrégularités signalées aux instances de contrôle visées à l'article L. 8226-1 du Code du travail ;
- > De la possibilité, pour le maître d'ouvrage, de prononcer la résiliation pour faute du marché en application des stipulations prévues à l'article 8 H II du présent

Retenue de garantie

CCAP, dans l'hypothèse où la situation litigieuse venait à être répétée ou à perdurer sur une période incompatible avec les impératifs de lutte contre le travail dissimulé.

G. Exécution complémentaire

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Travaux, lorsque le montant des ouvrages exécutés atteint le montant contractuel des travaux, tel que défini à l'article 14.1 du CCAG-Travaux, le titulaire doit les arrêter s'il n'a pas reçu un avenant à son contrat, lui notifiant la décision de les poursuivre, prise préalablement par le représentant du pouvoir adjudicateur

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les ouvrages pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel des travaux.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle le montant des ouvrages atteindra le montant contractuel des travaux. L'ordre de poursuivre les ouvrages au-delà du montant contractuel des travaux, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

À défaut d'ordre de poursuivre, les ouvrages qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître d'ouvrage sauf si le titulaire n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

4. Retenue de garantie

Une retenue de garantie, à la charge du titulaire, est prélevée par fractions sur chacun des versements - autres qu'une avance - effectué au bénéfice du titulaire.

Le montant de la retenue de garantie est égal à 5 % du montant initial TTC du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

Pour les PME, cette retenue de garantie est égale à 3 % du montant initial TTC du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande selon les modalités fixées aux articles R. 2191-36 à R. 2191-42 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, établie selon un modèle fixé par arrêté du ministre chargé de l'économie (voir arrêté NOR : ECOM1830225A du 22 mars 2019) et indiquant la date indicative de réception de ou des ouvrages.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Une caution personnelle et solidaire pourra également être acceptée en remplacement de la retenue de garantie.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou les établissements ayant accordé leur garantie sont libérés, un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

5. Matériaux

A. Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux stipulations des dites pièces.

B. Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Implantation des ouvrages

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur, la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires et la preuve par tout moyen admis par la réglementation, des qualités des matériaux et des éléments de construction ou celle de leur conformité aux règles de l'art qui leur sont applicables.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur, les vérifications de qualité sont assurées par le Bureau de Contrôle.

Les essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché sont rémunérés par le maître d'ouvrage après accord.

6. Implantation des ouvrages

A. Plan général d'implantation des ouvrages

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-Travaux, le plan général d'implantation des ouvrages est fourni dans les documents de consultation des entreprises.

B. Piquetage général

En application de l'article 27.2 du CCAG-Travaux, le piquetage général des ouvrages sera effectué par un géomètre expert, en présence du maître d'œuvre et conformément à l'arrêté de permis de construire.

Cette prestation est à la charge du lot démolition/gros-œuvre suivant les stipulations du CCTP du lot considéré.

Ces points et niveaux devront être positionnés en dehors de toute emprise de bâtiments et devront être protégés et entretenus pendant toute la durée des travaux. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra demander leur rétablissement aux frais de l'entreprise.

C. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage des ouvrages souterrains ou enterrés existants, tels que canalisations ou câbles (canalisation existante d'eau, de gaz, d'égouts et câbles électriques ou téléphone à conserver) situés au droit et au voisinage des travaux à exécuter sera

Déroulement du chantier

effectué par l'entreprise en présence d'un représentant du Maître d'œuvre suivant les stipulations du CCTP du lot considéré.

Lorsqu'un piquetage spécial doit être effectué en application de l'article 27.3 du CCAG-Travaux, le titulaire doit, dix jours au moins avant le début des travaux au droit ou au voisinage immédiat des ouvrages concernés, prévenir les exploitants par une déclaration officielle (D.I.C.T. par exemple).

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 et ses annexes.

Si des réseaux enterrés non repérés initialement sont découverts en cours d'exécution des travaux, l'entrepreneur en informe immédiatement le maître d'œuvre et il est procédé contradictoirement à leur relevé.

7. Déroulement du chantier

A. Période de préparation

Elle débutera à compter de la date fixée dans l'ordre de service de « Démarrage de la période de préparation ».

Le délai d'exécution des travaux propre à chacun des lots ne pourra commencer qu'après visa du maître d'œuvre des documents à réaliser par chaque entreprise titulaire pour permettre le démarrage du chantier.

À la fin de la période de préparation, le maître d'œuvre doit avoir procédé à la validation des opérations suivantes, sur la base des documents remis par le titulaire du marché :

- > Mise au point des solutions techniques concernant l'organisation du chantier,
- > Choix définitif des échantillons des matériaux ou des équipements techniques permettant le démarrage des travaux,
- > Commande et approvisionnement permettant le démarrage des travaux,
- > Visa des études de synthèse sur les plans et détails d'exécution détaillés de chacun des ouvrages et des composants en équipements techniques avec toutes les précisions nécessaires pour le démarrage des travaux,
- > Calendrier détaillé d'exécution.

B. Prestations dues par l'entreprise

Au cours de la période de préparation et avant tout démarrage des travaux chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

Déroulement du chantier

- > Programme d'exécution des travaux et plan de gestion de la qualité,
- > Visa du coordonnateur OPC,
- > Visa du coordonnateur SPS,
- > Coordination technique,
- > Établissement par l'entrepreneur et présentation au visa du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS, dans les conditions prévues à l'article 28-2 du CCAG-Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévues au PGC,
- > Visa du maître d'œuvre et du SPS du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires,
- > Établissement par l'entrepreneur et présentation au visa du maître d'œuvre, de l'OPC et du SPS des calendriers détaillés de réalisation des études d'exécution d'atelier et de chantier, d'élaboration des plans de synthèse et de désignation des sous-traitants selon les stipulations de l'article 1 J du présent CCAP,
- > Établissement par l'entreprise des plans d'exécution d'atelier et de chantier des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux,
- > Les documents préciseront les plans de scellement et de réservation. En cas de manquements les trous seront exécutés par le titulaire du lot démolition/gros œuvre, à la charge de l'entreprise défaillante.
- > Constat initial des lieux par huissier, en présence du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre,
- > Obtention des autorisations diverses et occupation de voiries,
- > Gestion, participation et coordination de la cellule de synthèse,
- > Désignation des sous-traitants conformément aux articles 3-6-1 du CCAG-Travaux et 1 J du présent CCAP.

C. Panneau de chantier

Le titulaire du lot gros œuvre aura à sa charge la fourniture et la pose du panneau obligatoire de chantier et d'un panneau d'information selon modèle fourni par le maître d'œuvre y compris assise et fondation.

D. Échantillons - Notice technique – PV d'agrément

Les échantillons doivent être présentés au maître d'œuvre afin de retenir les choix en concertation avec le maître d'ouvrage, dans le respect du délai demandé par le maître d'œuvre et/ou l'OPC.

E. Accès au chantier

Les entreprises ont l'obligation de garder les accès au chantier fermés en leur absence. Elles devront trouver en collaboration une organisation permettant d'assurer la sécurité des personnes et des biens sur le chantier en l'absence de leurs équipes (en semaine, de nuit et le week-end).

8. Contrôle et réception des travaux

A. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

I. Conformité des matériaux, produits et composants de construction

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du marché peut être établie suivant les dispositions de l'article 24.1 du CCAG-Travaux.

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP seront assurés sur le chantier par l'entrepreneur à sa charge et sous le contrôle du maître d'œuvre.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Ils seront à la charge du maître d'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

Au cas où il serait constaté que l'entrepreneur n'est pas en mesure de procéder d'une façon satisfaisante aux essais de contrôle qui lui sont imposés, le maître d'œuvre se chargerait de la réalisation de ces essais par un laboratoire de son choix et aux frais de l'entrepreneur.

Tous les procès-verbaux des essais demandés seront rassemblés par le contrôleur technique et remis au maître d'ouvrage.

II. Gestion de la qualité

Conformément aux dispositions de l'article 28.4 du CCAG-Travaux, pour obtenir la qualité requise des ouvrages, le titulaire remettra au maître d'œuvre, lors de la période de préparation, une note indiquant le suivi de la gestion d'un plan qualité permettant d'identifier certaines étapes des travaux comme des étapes sensibles, des points d'arrêts où des vérifications particulières seront utiles.

B. Réception

I. Gestion des réceptions de travaux

Par dérogation aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux, la réception des travaux a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages composants l'opération définie à l'article 1 A du présent CCAP. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

Pour les ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à réception partielle, le délai de garantie court à partir de la date d'effet de la réception partielle.

La réception constitue le point de départ du délai des garanties légales.

Il convient de préciser que le maître d'ouvrage ne procédera à la réception des ouvrages que lorsqu'il sera possible d'en prendre possession et que les travaux faisant l'objet de réserves dans la décision de réception doivent être de nature telle qu'ils puissent être exécutés sans apporter de gêne importante aux utilisateurs et usagers des ouvrages.

Une méthodologie de réception sera mise au point avec l'entreprise en accord avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

La réception définitive a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Le maître d'œuvre procédera au constat d'achèvement des travaux par lots par rapport au calendrier d'exécution détaillé.

Ce constat délivré par ordre de service et assorti éventuellement de réserves, ne vaut pas réception.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves prévues au C.C.T.G. ou au CCTP.

En application de l'article 41.6 du CCAG-Travaux, le délai fixé à compter de la date de réception avec réserves retenue par le maître d'ouvrage pour remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes sera notifié à l'entrepreneur en même temps que la décision prise au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre.

Si l'entrepreneur n'a pas levé les réserves à la réception dans le délai qui lui était imparti, le maître d'ouvrage mettra en demeure l'entrepreneur d'effectuer les travaux dans un délai de quinze jours maximums. Ce délai est assorti des pénalités de retard fixée à 1/1000 du montant HT du marché par jour de retard non compris l'incidence financière de toutes les mesures conservatoires à prendre qui seront à sa charge, par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

Passé, ce délai, les travaux pourront être effectués suivant la position 8 F Mesures coercitives par une entreprise au choix du maître d'ouvrage, aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

Contrôle et réception des travaux

II. Obligation de l'entreprise au titre de la garantie de parfait achèvement

Dans un délai maximal de 10 jours à compter de la date de réception des travaux, le maître d'œuvre prend l'initiative de la mise en place d'un cahier de suivi de parfait achèvement.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'œuvre invite l'entrepreneur à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application des dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux.

Si 15 jours avant l'issue du délai de parfait achèvement, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations qu'il doit en application des dispositions de l'article 44 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre le convoque en vue d'un constat de non-achèvement des ouvrages.

Le constat de non-achèvement des ouvrages fait l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par l'entrepreneur.

Si ce dernier refuse de signer, il en est fait mention audit procès-verbal.

Passé ce délai, par ordre de service, une prolongation de la garantie de parfait achèvement pourra être notifiée par le pouvoir adjudicateur et les travaux pourront être effectués suivant la position 8 F Mesures coercitives par une entreprise au choix du maître d'ouvrage, aux frais et sous la responsabilité de l'entreprise titulaire du marché.

C. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Sans objet.

D. Documents fournis après exécution

Les dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en trois exemplaires dont un sur support en permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques (s'ils sont fournis sous forme électronique, ils sont conformes au format et aux caractéristiques définis par le marché) :

- > Au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG-Travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- > Dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Contrôle et réception des travaux

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Fourniture des plans informatisés

L'entrepreneur fournit l'ensemble de ses documents graphiques sous forme de fichiers aux formats WORD 2000, EXCEL 2000 et les plans sous AUTOCAD 2000.

Les plans de récolement et mis en conformité avec l'exécution seront sur fichiers informatisés format DWG ou DXF.

Les plans de récolement de VRD seront établis en DAO à partir d'un levé topographique assuré par le Titulaire du lot concerné en (X, Y) Lambert et (Z) NGF normal ;

E. Garanties particulières

I. Garantie particulière pour matériau de type nouveau

Si l'entrepreneur propose dans son offre d'utiliser des matériaux et des fournitures de type nouveau, il doit s'engager à garantir le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des produits mis en œuvre, et ce, pendant dix (10) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie, qui devra également être couverte par une assurance spéciale, engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer, à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, par des matériaux ou des fournitures faisant l'objet d'un agrément réglementaire.

Ce matériau devra être préalablement soumis à l'avis du Contrôleur technique et de la maîtrise d'œuvre.

II. Garantie particulière pour certains lots techniques

Se reporter aux CCTP par lot.

F. Mesures coercitives – Entrepreneur défaillant

Par application de l'article 52.1 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur défaillant est mis en demeure de se conformer à ses obligations par écrit, cet écrit peut être transmis par voie électronique.

S'il ne se conforme pas à ses obligations après cette unique mise en demeure, la mise en régie peut, sur simple décision du maître d'ouvrage, être remplacée par une exécution des prestations par une entreprise tierce, aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant. Cette exécution peut n'être que partielle et n'implique pas nécessairement la résiliation du marché correspondant par dérogation de l'article 52 du CCAG-Travaux.

G. Assurances

Quelles que soient la nature et l'importance de leur marché, toutes les entreprises participant aux travaux devront être titulaire des garanties énoncées ci-après, ces garanties devront être adaptées à la consistance et aux caractéristiques de l'ouvrage ainsi qu'aux risques encourus.

Il est en outre, rappelé que chaque entreprise s'engage à fournir la justification des qualifications professionnelles dont elle dispose lesquelles doivent impérativement correspondre aux travaux qui lui sont confiés.

L'entrepreneur s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non traditionnelles ou non agréées par les assureurs, sans avoir suivi préalablement la procédure dite "Appréciation Technique d'Expérimentation" ATEX et obtenu l'avis favorable du contrôleur technique.

Par ailleurs, sera supportée par l'entreprise concernée, toute surprime qui serait appliquée à l'une ou l'autre des polices souscrites par le maître d'ouvrage, en raison notamment :

- > D'absence ou d'insuffisance de qualification,
- > De mise en œuvre de technique non traditionnelle ou non agréées par les assureurs,
- > De non-respect des exigences posées par le présent marché en termes de plafond de garantie au titre de la police RC décennale,
- > De validité des attestations présentées par l'entreprise sur la base des critères posés par le présent marché,
- > De réserves non levées du bureau de contrôle ou et/ou figurant au PV de réception.

En outre, la fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées par le présent article Assurances, constituent une clause déterminante du marché.

I. Police de responsabilité décennale et risques annexes

À la date de notification du contrat et au plus tard à la date d'ouverture du chantier, le titulaire ainsi que les cotraitants, sous-traitants, désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant leur responsabilité décennale et risques annexes, pour les dommages causés pendant la construction ou après réception des travaux par l'exécution de leur mission.

Conforme aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction et notamment les articles L. 241-1, L. 243-1 et A 243-1 du code des assurances, la police de responsabilité décennale et risques annexes doit au minimum comporter la garantie :

Contrôle et réception des travaux

- > De responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil ;
- > De bon fonctionnement minimal de 2 ans des éléments d'équipement au sens de l'Article 1792-3 du Code civil ;
- > Des dommages immatériels consécutifs à sinistres découlant des alinéas 1 et 2 ci-dessus.

Avec une extension aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction, hormis celles qui totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles couvertes au titre des garanties obligatoires (travaux sur existants)

Application des garanties aux travaux donnés en sous-traitance, qu'ils relèvent ou non des activités garanties par la police de base.

II. Police de responsabilité de droit commun

Au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des travaux, le titulaire ainsi que les co-traitants, sous-traitants, désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance de responsabilité de droit commun à l'égard du maître d'ouvrage, et des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés pendant la construction ou après réception des travaux par l'exécution de leur mission.

Cette police doit garantir au minimum :

- > Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que les entrepreneurs sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après les travaux, conformément au Code des assurances ;
- > Avec une extension aux dommages causés avant réception aux matériaux et éléments d'équipement destinés à être incorporés dans la construction ainsi qu'aux ouvrages ou parties d'ouvrage, par incendie, explosion ou eau, y compris ceux subis par les entrepreneurs eux-mêmes, même si ces dommages ont été causés par des événements fortuits ou de force majeure ;
- > Avec une extension aux dommages causés aux parties anciennes de la construction sur, sous, ou dans lesquelles sont exécutés les travaux neufs, ainsi qu'aux biens mobiliers s'y trouvant, notamment par accident, incendie, explosion, eau ou vol (travaux sur existants).

III. Montants de garanties

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Dès lors que l'estimation prévisionnelle du chantier dans lequel s'insère le présent marché, est supérieure au montant visé dans la police de responsabilité décennale, comme étant le plafond des garanties ou bien encore, le montant maximum des chantiers sur lequel l'assuré est autorisé à intervenir, chaque entreprise devra

Contrôle et réception des travaux

impérativement obtenir de sa société d'assurance, pour le chantier objet du marché et au titre de la police précisément désignée, l'abrogation de l'application de la règle proportionnelle en cas de sinistre.

IV. Transmission des attestations d'assurances

Le titulaire du marché ainsi que, le cas échéant, le(s) mandataire(s), cocontractant(s), sous-traitant(s), devront produire - au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des travaux, une fois par an en début d'année civile pendant la durée du chantier, et à tout moment sur simple demande du maître d'ouvrage - une attestation d'assurance pour la responsabilité civile générale et professionnelle, et une attestation d'assurance pour la responsabilité civile décennale, correspondant aux critères définis ci-dessus, comportant les informations suivantes :

- > Identité de la compagnie d'assurance
- > Numéros de police et date d'effet, période de validité
- > Objet de la police
- > Activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire
- > Franchises et montants des garanties accordées par nature (en précisant si le montant de garantie s'applique par sinistre, par année, par opération...)
- > Absence ou insuffisance de la couverture d'assurance
- > Le montant du marché déclaré à l'assureur
- > En l'absence ou en cas de couverture insuffisante, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger la souscription d'une assurance complémentaire et l'abrogation de la règle proportionnelle dans l'hypothèse visée ci-dessus (montants de garanties)
- > Inopposabilité des franchises

Les franchises applicables en cas de sinistre seront supportées intégralement par le ou les responsables.

V. Mesures applicables en cas de défaut de production des attestations d'assurances

Du simple fait de la constatation par le maître d'ouvrage et sans mise en demeure préalable, le titulaire du marché encourt une pénalité fixée à 100,00 euros par jour calendaire en cas de retard dans la production des polices d'assurance garantissant les risques précités.

En tout état de cause, le maître d'ouvrage pourra, 5 jours après mise en demeure restée sans résultat, soit prendre les polices prévues aux frais du titulaire, soit prononcer la résiliation du marché aux frais et risques de celui-ci.

Contrôle et réception des travaux

VI. Assurance dommages ouvrage

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire un contrat d'assurance dommages ouvrage, dont il réglera la prime.

L'entrepreneur s'engage à fournir au maître d'ouvrage tous les éléments qui pourraient être demandés par son assureur pour la souscription de la police dommage-ouvrage. En cas de sous-traitance acceptée par le maître d'ouvrage, l'entrepreneur s'engage à obtenir des sous-traitants tous les éléments demandés.

VII. Assurance du chantier

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, sans y être nullement tenu, de souscrire tant à son profit qu'à celui de l'ensemble des entreprises : une police de type Tous Risques Chantier (TRC) garantissant l'ensemble des risques accidentels fortuits en cours de construction et éventuellement la responsabilité vis-à-vis des tiers pendant cette période (l'entrepreneur devra néanmoins conserver sa police individuelle de responsabilité de droit commun telle que décrite ci-avant).

La police comportera une franchise qui ne sera pas supérieure à mille (1000,00) euros et qui, en cas de sinistre, sera supportée intégralement par l'entreprise responsable de celui-ci ou, en cas de pluralité de responsables, au prorata des responsabilités déterminées.

Dans le cas où aucune responsabilité ne pourrait être déterminée, la franchise sera imputée au(x) titulaire(s) du (ou des) lot(s) concerné(s), au prorata du coût de la réparation des dommages affectant le (ou les) lot(s).

Si l'entreprise responsable du sinistre, à défaut l'entreprise titulaire du lot sinistré, ne prend pas en charge la réparation du sinistre, la franchise, ou son prorata, sera prélevée sur sa demande de paiement de chantier.

S'agissant du versement des indemnités au titre de la police Tous Risques Chantier (TRC), il est d'ores et déjà convenu, que les indemnités seront versées par l'assureur au seul maître d'ouvrage à charge pour lui de les verser ensuite, aux entreprises concernées sur présentation de situations de travaux de réparation ou de reconstruction correspondantes.

VIII. Assurance du maître d'ouvrage

Par dérogation à l'article 8.2 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage n'a pas l'obligation d'indiquer dans les documents du marché les assurances obligatoires ou facultatives qu'il entend souscrire ou qu'il a souscrites dans le cadre de la réalisation de l'opération.

H. Résiliation

Les clauses des articles 49 à 51 du CCAG-Travaux sont applicables, avec les précisions ci-dessous.

I. Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 50.4 du CCAG-Travaux est fixé à 5 %.

Par dérogation audit article 50.4 du CCAG-Travaux, le titulaire devra déposer sa demande écrite dans un délai de un (1) mois.

II. Résiliation du marché pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k et l du 50.3.1 du CCAG-Travaux, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Par ailleurs, en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis par le titulaire tels que prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, ou lorsque le Titulaire se trouve dans l'un des cas d'exclusion mentionnés à ces articles, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation du marché. La résiliation sera alors prononcée aux torts du Titulaire, sans mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

III. Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire

Dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire (article 50.1 du CCAG-Travaux), les prestations sont réglées sans abattement.

IV. Résiliation en cas de groupement

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 50.1.1 à 50.1.3 du CCAG-Travaux, les dispositions de ces articles sont applicables.

V. Résiliation pour ordre de service tardif

Par dérogation à l'article 50.2 du CCAG-Travaux, le titulaire devra déposer sa demande écrite dans un délai de un (1) mois.

I. Obligation du titulaire – Protection de la main d'œuvre

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage :

- > Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour

Clauses diverses

l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- > Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Conformément à l'article 6 du CCAG-Travaux, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande.

J. Registre de chantier tenu par le maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre n'est pas tenu de tenir un registre de chantier retraçant le déroulement du chantier.

9. Clauses diverses

A. Protection des données à caractère personnel

En application de l'article 5.2 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur encourt une pénalité de deux cents (200) euros en cas de non-respect des obligations légales et/ou contractuelles relative à la protection des données à caractère personnel.

B. Clause de rendez-vous

Il est prévu une clause de rendez-vous entre les parties.

En cas de difficulté importante rencontrée dans l'exécution du marché, les parties pourront prévoir d'une rencontre afin de trouver les solutions les plus adaptées pour permettre la poursuite de l'exécution du marché.

Cette clause de rendez-vous est notamment un préalable à l'application de la clause de réexamen.

C.Clause de réexamen

En application des dispositions de l'article 54 du CCAG-Travaux, une clause de réexamen est prévue au marché.

Cette clause permettra notamment de pouvoir adapter le marché :

- > En cas de fortes fluctuations des matières premières ;
- > Afin de pouvoir ajouter des prestations ou des travaux supplémentaires non prévus dans le marché initial ;
- > En cas de modifications des prestations prévues initialement au marché (modification, ajout ou suppression de prestations ou de travaux).

Ces clauses de réexamen sont applicables après mise en œuvre de la clause de rendez-vous.

D.Différents entre les parties

Il sera fait application des dispositions de l'article 55 du CCAG-Travaux en cas de différends entre les parties.

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

I. Principes communs au règlement amiable des différends

Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de

saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

II. Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

- **Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »**

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- > le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- > son numéro de SIRET,
- > l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- > l'objet de sa sollicitation,
- > le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- > les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

Durée de la médiation

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

III. Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédocus 353
75703 PARIS Cedex 13

E. Clause d'insertion sociale

I. Obligations sociales – éga conditionnalité

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors, le titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversion notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire via l'URL ci-après, 1 (un) mois avant la fin du marché :

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETESJUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

Pour rappel, ce questionnaire a également été renseigné lors de à l'attribution du présent marché.

II. Clause sociale

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

III. Périmètre de l'action à réaliser

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles

Dans ce cadre, **le titulaire s'engage à réaliser au minimum le nombre d'heures d'insertion porté ci-dessous :**

- > Lot n° 1 = 0 h
- > Lot n° 2 = 245 h
- > Lot n° 3 = 70 h
- > Lot n° 4 = 105 h
- > Lot n° 6 = 210 h
- > Lot n° 7 = 490 h
- > Lot n° 8 = 105 h
- > Lot n° 9 = 70 h
- > Lot n° 10 = 35 h

IV. Publics éligibles

Le dispositif d'insertion vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable de personnes qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle et qui se trouvent notamment dans l'une des situations suivantes.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- > Jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification
- > Jeunes diplômés de moins de 26 ans justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire
- > Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en Contrat Engagement

Jeune (CEJ)

- > Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
- > Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle
- > Bénéficiaires des dispositifs et prestations de solidarité (RSA, AAH, ASI, ASS, etc.)
- > Personnes prises en charge dans le secteur du travail protégé et adapté (EA, ESAT)
- > Personnes prises en charge dans une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE, régies de quartier ou de territoire agréée)
- > Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- > Bénéficiaires d'un autre dispositif d'insertion (GEIQ, Epide, E2C, etc.)

L'éligibilité des publics doit être établie par le facilitateur désigné préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

V. Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs fixés, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- > Embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (CDI, CDD, contrats en alternances)
- > Recours à un organisme de mise à disposition de salariés (ETT, EETI, GEIQ, AI, etc.)
- > Recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion par l'activité économique, du secteur adapté et du secteur protégé

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Les heures effectuées par les personnes en insertion sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur désigné la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

VI. Accompagnement de la mise en œuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après :

Clauses diverses

Florence Piqué
Facilitatrice Clause Insertion
Mission Locale
2 Bis rue de Bourgogne
52000 Chaumont
03.25.32.23.00/06.86.44.92.36
clause-insertion-chaumont@orange.fr

Dans le cadre du marché, les missions du facilitateur sont notamment les suivantes :

- > Accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...), proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion
- > Identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire
- > Organiser le suivi des publics

Le titulaire s'engage à faciliter l'intervention du facilitateur et désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion.

VII. Le contrôle et l'évaluation de l'insertion

Le titulaire transmet au facilitateur tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale.

Les renseignements utiles sont notamment les suivants : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation d'heures d'insertion. Ces renseignements doivent être transmis trimestriellement au facilitateur.

À l'initiative du maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion peut être organisée en présence du titulaire et du facilitateur. Durant toute la période d'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut organiser des réunions de suivi de la clause d'insertion.

Au terme du marché, un bilan des réalisations obtenues dans le cadre du marché est produit par le facilitateur. Ce bilan porte sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

VIII. Difficultés d'exécution

Le titulaire notifie au maître d'ouvrage et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le maître d'ouvrage et le facilitateur étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques établies par un faisceau d'indices (recours à l'activité partielle, licenciement économique, redressement judiciaire, etc.) le maître d'ouvrage peut suspendre ou supprimer la clause sociale inscrite au présent marché.

Clauses liées au ministère de la Justice : Promotion de la charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

IX. Pénalités relatives à la clause d'insertion et de qualification

En cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu au marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 100 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de retard de transmission des renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale au facilitateur, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 euros.

Le titulaire est seul responsable de la bonne exécution de la clause sociale et de la bonne remontée d'information. En cas de recours à la sous-traitance, il appartient au titulaire du marché de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

Non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu à l'acte d'engagement	100 euros	Par heure d'insertion non réalisée
Non-remise des documents prescrits au point 9.E.VIII du présent CCAP	100 euros	Par défaut constaté

F. Obligation de confidentialité

Le titulaire du marché doit respecter l'obligation de confidentialité de tous les éléments et de tous les documents dont il a connaissance à l'occasion de l'exécution de la mission objet du présent marché public.

Le titulaire du marché garantit de faire respecter cette confidentialité au sein de sa société s'il est un candidat seul ou au sein du groupement dont il est mandataire.

Le titulaire du marché doit également garantir le respect de cette obligation de confidentialité par ses éventuels sous-traitants.

10. Clauses liées au ministère de la Justice : Promotion de la charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1^{er} juin 2023 de la charte du même nom.

Dérogation aux documents généraux

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- > À s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- > À construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- > Au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- > À s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise/réalisée en la matière, et notamment :

- > La signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- > L'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- > Et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

11. Dérogation aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP dérogeant au CCAG Travaux
1 E I	3.3
1 K	3.8 18.2
1 K I	3.8
1 K IV	18.2.1
1 K V	13.5
1 L	4.1
2 E III	12.1 12.3.3
2 E X	12.4.4

Dérogation aux documents généraux

2 E XI	15.1
3	19.2.1
3 B I	18.2.2
3 C	19
3 C I	19.2 19.2.3
3 C II	19.2
3 C V	30.2
3 C VI	19.3
3 D	11
3 E	19.2
3 F	52.1
3 G	14
6 A	27.1
8 B I	19.2 41
8 F	52
8 G VIII	8.2
8 H I	50.4
8 H V	50.2
8 J	28.5

12. Annexe n° 1 : Liste des index

LOT	LIBELLÉ	INDICE
1	DESAMIANPAGE	BT 01
2	DEMOLITION - GROS ŒUVRE	BT 06
3	CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE	BT 32
4	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - SERRURERIE	BT 27
5	MENUISERIES INTERIEURES	BT 18a
6	PLATRERIE - PLAFONDS - ISOLATION	BT 08
7	ELECTRICITE	BT 47
8	CHAUFFAGE – VENTILATION – CLIMATISATION - PLOMBERIE	BT 40
9	REKETEMENTS DE SOL - FAIENCE	BT 10
10	PEINTURES EXTERIEURES ET INTERIEURES	BT 46

13. Annexe n° 2 : Liste des pièces complémentaires

Le présent CCAP est accompagné de pièces complémentaires.

Il s'agit des pièces suivantes :

- > La liste des pièces nécessaires à l'agrément d'un sous-traitant avec des modèles de déclaration sur l'honneur ;
- > Un schéma expliquant le processus de facturation applicable au marché ;
- > Un tableau type de calcul des révisions.